

LECO

de la semaine

11 au 17 Janvier 2025



SOMMAIRE

Appui sectoriel - L'Union européenne soutient le secteur de la pêche.....	2
Accès à l'énergie : Accord signé avec la JICA pour améliorer le réseau interconnecté de Toamasina.....	2
Destination Madagascar : 308 275 touristes internationaux accueillis.....	3
Faire baisser les prix du riz : le MIC multiplie les réunions avec les opérateurs et commerçants.....	3
Modernisation agricole - Les produits d'exportation en première ligne	4
Emplois - Nouvelles procédures pour travailler à Maurice	4
Secteur textile - Les compétences des employés à renforcer.....	5
Transformation agricole : Réaménagement et extension de 125 000 ha pour la riziculture	5
Produit de rente : le cacao malgache face au défi climatique avec le soutien suisse.....	6
Exportation - Le textile vers l'Europe en difficulté.....	6
Energie minière - Ressources locales au service des batteries	7
Région Fitovinany : Déploiement du projet LEAD pour étendre l'accès à l'énergie	8
Développement numérique - Les nouvelles technologies redéfinissent le marché du travail	8
Accès à l'électricité : Plus de 250 sites d'énergies renouvelables pour transformer les zones rurales.....	9
Production sucrière : un marché stable mais dépendant des importations.....	9
Tourisme - Une prestigieuse croisière accostera sur la côte Ouest	10
Destination Madagascar - Hausse des vols hebdomadaires d'Emirates	10
Carburant : Vers la hausse des prix à la pompe à la fin janvier	11
Contrôle Aérien - Lancement de l'audit pour l'aviation civile	12
Import - Export - Une recette quotidienne de douze milliards ariary à la douane	12
Transport aérien - Madagascar Airlines accueillera un cinquième avion	13
Exportation de crabes - La demande surpasse l'offre	13
Suivi des flux financiers : lancement de la plateforme numérique de gestion de patrimoine	14
Hôtel International d'Ivato : Réception de deux propositions concrètes d'investisseurs	15

Appui sectoriel - L'Union européenne soutient le secteur de la pêche

IRINA TSIMIYALY | 11 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La collaboration entre Madagascar et l'Union européenne dans le secteur de la pêche se renforce. Lors d'une réunion organisée à Antananarivo, le Comité consultatif de gestion des pêcheries (CCGP) a annoncé une enveloppe de 1,25 million d'euros, équivalant à 6 058 337 500 ariary environ, octroyée par l'Union européenne pour soutenir le secteur halieutique malgache en 2025. La somme inclut un budget annuel de 1,1 million d'euros complété par les fonds non utilisés de l'année précédente.

Depuis plusieurs années, la pêche constitue un axe majeur des accords entre Madagascar et l'Union européenne. Chaque année, environ 14 000 tonnes de crevettes sont pêchées par les flottes européennes dans les eaux malgaches. En termes de coopération, ces

ressources seront partagées à l'échelle régionale, incluant les Seychelles, l'île Maurice et les Comores.

Le partenariat ne se limite pas à la lutte contre la pêche illégale, d'après le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante Tsimanaoraty. Il s'étend à plusieurs aspects stratégiques : la modernisation de la pêche artisanale, le développement de l'aquaculture et la mise en place de Zones d'Émergence Piscicole.

La réunion a permis de définir plusieurs priorités : moderniser les outils des pêcheurs, développer l'aquaculture, renforcer les capacités des Agents de suivi halieutique (ASH) et améliorer la gouvernance du secteur. Le comité se réunira à nouveau en novembre 2025 à Toliara, dans le Sud-ouest de Madagascar, pour faire le bilan des initiatives en cours et renforcer les engagements bilatéraux.

Accès à l'énergie : Accord signé avec la JICA pour améliorer le réseau interconnecté de Toamasina

ANTSAR. | 11 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

La capitale économique bénéficie d'une coopération du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) et de la Jirama avec les Japonais, pour renforcer l'approvisionnement électrique.

La signature du protocole d'accord a été faite dans les locaux du MEH à Ampandrianomby, le 9 janvier. Pour les parties prenantes, il s'agit d'une étape importante pour l'amélioration de l'approvisionnement en électricité. Cet accord concerne le projet d'amélioration du réseau interconnecté de Toamasina (RIT), un système essentiel pour le développement énergétique du pays.



Lors de la cérémonie, le Japon a été représenté par la délégation chargée des infrastructures, de l'énergie et des ressources stratégiques de la JICA (Agence japonaise de coopération internationale), représentant son bureau central à Tokyo. D'après les discours, l'objectif principal de ce projet est d'améliorer la distribution d'électricité dans la région Atsinanana, en répondant à la demande croissante et en garantissant une meilleure stabilité énergétique. Ce développement bénéficiera à de nombreux ménages, entreprises et sites publics, dans cette région stratégique.

Infrastructures

Le projet prévoit l'installation de 62 poteaux électriques et de 3,5 km de lignes électriques reliant le fokontany Verrerie et celui de Bazary Be. De plus, deux transformateurs seront implantés dans la sous-station Verrerie, afin d'assurer une meilleure répartition de l'énergie et d'améliorer la fiabilité du réseau. La signature de cet accord témoigne de la solidité de la coopération entre Madagascar et le Japon, particulièrement dans le domaine des infrastructures énergétiques. La JICA, partenaire clé de ce projet, apporte son expertise technique et financière pour soutenir Madagascar dans sa transition énergétique. Le Secrétaire général du MEH, le directeur général de la Jirama et le représentant de la JICA ont souligné l'importance de cette initiative pour le développement économique et social de la région Atsinanana.

Calendrier

Selon le MEH, les travaux devraient débuter en juin 2025 et s'achever en 2027. Une fois achevé, le projet renforcera non seulement l'approvisionnement en électricité, mais contribuera également à l'essor économique de la région en facilitant les activités industrielles et commerciales. En s'appuyant sur ce type de partenariat stratégique, Madagascar avance vers une amélioration significative de son réseau électrique, un pilier essentiel pour soutenir son développement durable et répondre aux défis énergétiques actuels.

Destination Madagascar : 308 275 touristes internationaux accueillis

NAVALONA R. | 11 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar a accueilli 308 275 touristes internationaux dont 54 138 croisiéristes au titre de l'année 2024, selon les chiffres comptabilisés par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Le chiffre est en hausse comparé à l'année précédente qui enregistrait 259 850 arrivées touristiques. Ce dynamisme du secteur a encouragé les acteurs à améliorer la capacité d'accueil de la destination étant donné que le ministère de tutelle a délivré 587 autorisations d'ouverture d'établissements touristiques en créant 8 950 offres en couverts et chambres. Ce qui a en même temps permis de créer 2 778 emplois. L'année 2025 s'annonce prometteuse car le tourisme et la restauration devraient contribuer à hauteur de 14,9% du PIB national, a-t-on évoqué en Conseil des ministres, mercredi dernier à Iavoloha. De son côté, la Confédération du Tourisme de Madagascar ne cesse de réclamer l'amélioration de l'offre du transport aérien surtout le réseau intérieur, la

réhabilitation des routes nationales et le renforcement de la sécurité dans les zones touristiques.



L'amélioration des compétences des acteurs et la préservation des ressources naturelles face à la recrudescence des incendies des forêts, ne sont pas en reste.

Faire baisser les prix du riz : le MIC multiplie les réunions avec les opérateurs et commerçants

JEAN RIANA | 11 JANVIER 2025 | LES NOUVELLES

La grogne de consommateurs atteint son paroxysme face à la hausse des prix du riz, qui a franchi la barre des 4.000 ariary le kilo, sur le marché. Dans ce cas, le ministère de l'Industrie et du commerce dispose d'un délai d'un mois et demi pour faire baisser les prix, du moins pour le riz importé, suite aux recommandations du président de la République. Actuellement, la concertation entre le ministère de tutelle, les commerçants et les opérateurs, bat son plein.

Comment faire baisser les prix du riz ? Cette question a été abordée par la Direction régionale de l'Industrialisation et du commerce (DRIC) de Toamasina qui a convoqué une réunion hier, avec les commerçants, afin d'aboutir en tout cas au prix juste, aussi bien pour le riz local qu'importé.

Le compte rendu de cette rencontre, est attendu. Mais avant cette réunion, le ministère de l'Industrialisation et du commerce (Mic), par le biais du Directeur général du commerce, Isidore Razanakoto, s'est déjà aussi entretenu, avec tous les importateurs de riz dans la ville Portuaire. Les deux parties ont essayé de trouver un équilibre entre les coûts et les bénéfices, pour parvenir à des prix justes.

« Les bénéfices tirés de la vente et de l'importation du riz, doivent être rationnels », a déclaré le Directeur régional d'Atsinanana, Jean Berchmans Belalahy.

Recherche de solutions pérennes

Dans la même optique, le ministre de tutelle, David Ralambofiringa et les responsables concernés se sont penchés sur la stratégie à adopter et les solutions durables pour optimiser la chaîne d'approvisionnement et fixer des prix stables et justes qui répondent aux attentes des consommateurs.

« Le Mic continue de suivre de près l'évolution du prix du riz sur le territoire national, tout en sensibilisant les collaborateurs et acteurs de la filière, à ne pas en tirer un profit excessif », a affirmé le ministre David Ralambofiringa lors du premier conseil des ministres de cette année, à Iavoloha.

Par ailleurs, les différentes directions régionales à travers le pays vont également tenir des réunions avec les opérateurs de riz. Le but est d'essayer de trouver des solutions pérennes pour que chacun puisse trouver son compte.

Modernisation agricole - Les produits d'exportation en première ligne

IRINA TSIMIJALY | 13 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En quête de valorisation de ses filières agricoles, le pays mise sur la modernisation pour accroître la transformation locale et renforcer ses exportations de produits clés tels que le girofle, la vanille, le cacao et le litchi.

Pour l'année 2025, comme toute bonne résolution, le pays souhaite s'investir dans la modernisation de ses filières industrielles. L'objectif est de valoriser les produits d'exportation, tels que le girofle, la vanille, le cacao et le litchi. D'après le rapport du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le but est d'augmenter les volumes exportés tout en maximisant la transformation locale pour générer plus de revenus pour les producteurs et le pays.



En 2022, Madagascar est devenu le premier exportateur mondial de girofle, avec une production record de 34 867 tonnes, contre 16 021 tonnes en 2020. Ce bond a rapporté au pays 224 millions de dollars, confirmant l'importance stratégique de cette filière.

Le gouvernement prévoit de renforcer la transformation locale avec l'installation de seize rizeries modernes et deux usines d'engrais. Ces infrastructures permettront de limiter les pertes post-récolte et de transformer des produits comme la vanille et le cacao conformément aux

normes internationales. Elles contribueront ainsi à réduire la dépendance du pays aux produits transformés importés.

En bonne voie

Lors de la campagne 2023-2024, Madagascar a exporté un record de 4 400 tonnes de vanille, un chiffre bien au-dessus de la moyenne des sept dernières années, qui était d'environ 2 000 tonnes par campagne. Selon les données Trade Map de l'Organisation Mondiale du Commerce, relayées par la Chambre de Commerce d'Antananarivo, cette performance témoigne d'une reprise notable, surtout après la baisse de 43,2% des exportations observée lors de la campagne précédente.

Le cacao en fève a également montré une dynamique positive, avec une augmentation de 10,7% en volume au premier semestre 2024. La valeur des exportations a augmenté de 212,7% durant cette période, malgré une baisse générale des exportations de produits de rente.

Madagascar prévoit de produire un million de tonnes d'engrais organiques pour encourager une agriculture respectueuse de l'environnement. Ainsi, des filières comme la vanille et le cacao pourraient bénéficier de certifications biologiques qui vont ouvrir la porte à des marchés de niche où la qualité et la durabilité sont valorisées. En améliorant les chaînes de transformation, les revenus des producteurs augmentent et de nombreux emplois sont créés, notamment dans les zones rurales. Des projets comme le développement de zones de transformation agro-industrielles renforcent également la sécurité alimentaire en augmentant la productivité agricole.

Emplois - Nouvelles procédures pour travailler à Maurice

ERIC RANJALAHY | 13 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Réorganisation. Pour que ceux et celles qui cherchent l'eldorado ailleurs, par le travail, ne soient pas déçus de leurs attentes. Pour que tout se déroule dans les réglementations en vigueur. Aussi, « dans le but de renforcer la protection des travailleurs immigrants, l'ambassade de Madagascar à Maurice a annoncé une refonte significative du traitement des dossiers de recrutement. Cette initiative vise à garantir des conditions de travail plus sûres et équitables pour les travailleurs malgaches à Maurice ».

Dans le concret, « le traitement des dossiers de recrutement est temporairement suspendu afin de mettre en place de nouvelles procédures. Désormais, pour les salaires inférieurs à 30 000 roupies, les contrats et autorisations d'emploi devront être validés par l'ambassade. De plus, les contrats et titres de séjour pour les formations de moins de six mois devront également recevoir l'approbation de l'ambassade », précise le communiqué signé par Albert Camille Vital, ambassadeur à Maurice.

« Les entreprises, à l'exception de celles affiliées à la Mauritius Export Association (MEXA), devront désormais recruter par le biais d'agences enregistrées auprès de l'ambassade. Cette mesure vise à assurer une meilleure régulation et protection des travailleurs », fait savoir les recommandations à respecter désormais.

Pour conclure, « les agences de recrutement mauriciennes opérant à Madagascar sont invitées à se faire connaître auprès de l'ambassade avant le 17 janvier 2025. Cette démarche permettra de mieux encadrer les activités de recrutement et de garantir le respect des nouvelles directives ».

Ces balises devront permettre de mieux gérer la ruée de la main-d'œuvre malgache vers Maurice. Pourquoi ne pas étendre ces mêmes dispositions aux autres destinations favorites des travailleurs malgaches ?

Secteur textile - Les compétences des employés à renforcer

MIALISOA IDA | 13 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Actuellement, cent soixante-dix mille emplois directs sont créés par le secteur textile. Ce secteur est soumis à des exigences croissantes, en matière de compétitivité, de réduction des coûts et du respect des normes internationales. C'est la raison pour laquelle quatre-vingts employés ont été formés en Lean management. Une initiative visant à booster la productivité et la rentabilité d'une entreprise. En effet, il s'agit de s'améliorer au quotidien, évoque Karine Rajaona Razafindrakoto, directrice générale de l'ACPE ou Amélioration Continue Par les Employés, lors d'une cérémonie de remise de certificats pour quatre-vingts employés issus du secteur textile, ce vendredi. Au-delà de la méthodologie et des outils, un état d'esprit basé sur le travail d'équipe, le respect, le challenge ou encore les

valeurs fortes tournées vers l'amélioration continue sont prioritaires par ce programme.

« La formation Lean management m'a permis de comprendre les leviers de l'amélioration continue et d'acquiescer des outils pratiques afin d'optimiser nos méthodes de travail. Ceci contribue à l'évolution de nos processus ainsi qu'à l'atteinte de nos objectifs de performance », avance Gérard Nasandratra Rakotonomenjanahary, participant au programme. Ce concept est le fruit d'une collaboration entre l'ACPE SARL et le Groupement des entreprises franchises et partenaires (GEFP), soutenu par le Programme d'appui au développement des exportations et à l'intégration régionale (PADEIR), financé par l'Union européenne.

Transformation agricole : Réaménagement et extension de 125 000 ha pour la riziculture

NAVALONA R. | 13 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Développer un secteur agricole productif, moderne et durable pour la sécurité alimentaire et la croissance économique. Tel est le slogan du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage afin de concrétiser la vision du président de la République cette année.

Outre l'augmentation de plus d'un million de tonnes de paddy pour atteindre l'autosuffisance alimentaire dès 2025, ce département ministériel prévoit d'autres objectifs stratégiques. Il s'agit notamment du réaménagement et de l'extension de 125 000 hectares dédiés au développement de la riziculture, tandis que 25 000 hectares supplémentaires seront aménagés pour les cultures vivrières, tout en soutenant les exploitations agricoles familiales. Pour atteindre ces objectifs, la production de semences certifiées et la vulgarisation des semences hybrides seront renforcées. Les exploitants agricoles familiaux concernés bénéficieront également de formations sur la résilience face aux chocs climatiques, les techniques post-récolte et les méthodes de transformation.

Task force pour le riz

Parallèlement, d'autres filières agricoles seront développées, notamment les cultures vivrières telles que le manioc, le maïs, le soja et la patate douce. Concernant le manioc, une production de plus de 1,4 million de tonnes est prévue d'ici à 2028. Les filières industrielles et d'exportation, telles que la vanille, le girofle, le litchi et le cacao, seront également renforcées. À titre d'exemple, les prévisions d'exportation de girofle s'élèveront à 27 000 tonnes en 2028. Dans le cadre de cette transformation agricole, le ministère de tutelle promeut l'agriculture biologique avec pour objectif de produire un million de tonnes d'engrais organiques en mobilisant de nouveaux opérateurs. Pour atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire dès cette année, une task force a été mise en place et est déjà opérationnelle afin de soutenir la production rizicole dans huit régions : SAVA, Sofia, Menabe, Boeny, Analamanga, Alaotra Mangoro, Atsimo Andrefana et Analanjirofo. L'objectif est de réduire le taux d'insécurité alimentaire de

33% à 15%, de diminuer la dépendance aux importations et de renforcer la compétitivité des produits locaux.

Plus de 24 milliards Ar

Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage encourage l'extension des superficies agricoles mécanisées en dotant les 120 districts de l'île de 170 tracteurs, ainsi que de 450 motoculteurs et de 75 équipements post-récolte destinés aux producteurs. Ce n'est pas tout ! 16 rizeries et 2 usines de production d'engrais seront implantées afin de moderniser la chaîne de transformation. Concernant les actions entreprises l'année dernière, 3 705 hectares de nouvelles rizières ont été aménagés et 42 247 hectares de rizières ont été réhabilités.



Côté stockage et transformation, 26 unités de stockage ont été construites ou rénovées et 27 unités de transformation ont été mises en place, sans oublier la création ou la réhabilitation de dix banques alimentaires. En outre, plus de 24 milliards d'ariary de subventions ont été octroyés par le Fonds de développement agricole au bénéfice des producteurs.

Produit de rente : le cacao malgache face au défi climatique avec le soutien suisse

ARH. | 13 JANVIER | LES NOUVELLES

Dans la vallée de Sambirano, au Nord-ouest de Madagascar, les cacaoyers subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Cyclones violents, érosion des sols et pollinisation en péril menacent la production de fèves d'exception, prisées par l'industrie chocolatière suisse. Face à ces défis, des initiatives suisses comme le projet « Climate-Resilient Cocoa Landscapes », porté par Helvetas et soutenu par la Swiss Platform for Sustainable Cocoa, mobilisent les acteurs locaux et internationaux pour préserver cet écosystème vital.

Hugues, cultivateur de cacao, déplore la fragilité de ses plantations. « La chaleur brûle mes arbres et les pluies emportent mes parcelles », expose-t-il. La saison des pluies, autrefois régulière, est désormais courte et violente, transformant le fleuve Sambirano en une menace. L'érosion ravage les terres fertiles, tandis que les rendements chutent sous l'effet d'une alternance dévastatrice entre sécheresse et inondations.

Pour contrer cette crise, les agriculteurs explorent et adoptent d'autres techniques. A Ambanja, la pollinisation se fait aussi manuellement, un procédé devenu nécessaire face au déclin des insectes. Florica Malalanirina, technicienne en agronomie, décrit le processus méticuleux :

« Nous utilisons un pinceau pour transférer le pollen d'une fleur à une autre ».

Des projets pour un avenir durable

Le cacao malgache, réputé pour ses arômes complexes, reste un produit de niche avec une production annuelle de 12.000 à 15.000 tonnes. Cependant, il représente un atout stratégique pour la Suisse, qui importe entre 1.500 et 2.000 tonnes chaque année. Pour sécuriser cette filière, Helvetas œuvre à restaurer les sols et à promouvoir des pratiques agricoles durables, comme l'usage d'engrais organiques.

Ce projet s'inscrit également dans une perspective globale. L'Union européenne exigera, dès 2026, une certification « sans déforestation » pour les produits importés. En conséquence, Helvetas aide les agriculteurs à cartographier leurs parcelles et à obtenir des titres fonciers, essentiels pour répondre à ces exigences.

Malgré les défis, des progrès sont visibles. « Le reboisement réduit déjà l'érosion », note Arona, maire d'Ambohitrandriana. Soutenue par des partenaires suisses, la communauté locale s'efforce de concilier développement économique et préservation environnementale, pour assurer la pérennité de ce cacao d'exception.

Exportation - Le textile vers l'Europe en difficulté

ERIC RANJALAHY | 14 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le textile et l'habillement, deux produits phares des exportations des entreprises franches vers l'Europe, connaissent des difficultés majeures liées aux considérations logistiques.

Un mauvais départ pour une nouvelle année. Celui des entreprises franches du textile et de l'habillement qui envoient leurs produits vers les pays de l'Union européenne.



En marge de la remise des certificats du Lean management à des employés de cette catégorie professionnelle dans la grande salle du Plan à Anosy, Béatrice Chang Ching Yiu, présidente du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP), a évoqué des difficultés majeures pour les exportations vers les membres de l'Union européenne.

« La logistique devient problématique », a-t-elle souligné d'emblée, avant de préciser la nature des difficultés.

« L'insuffisance du nombre de navires qui assurent le transport des matières premières et des produits finis, d'une part. Et le trajet que ces navires doivent allonger pour éviter les zones à risque à cause de la guerre près de l'Éthiopie, alors que cette voie navigable passe pour être la plus courte vers l'Europe. Une situation qui conduit à une double peine. Le retard de la livraison des matières premières réduit le temps de production et affecte le délai imparti pour l'envoi des produits finis. »

Un véritable cercle vicieux. Sans compter les pertes de temps dues aux coupures d'électricité et les dépenses supplémentaires engendrées par l'acquisition de puissants groupes électrogènes. Alors que les donneurs d'ordres européens sont de plus en plus exigeants.

Triptyque

« Qualité, quantité, délai, voilà le triptyque qu'ils imposent. Une fois que les commandes sont confirmées, nous devons travailler d'arrache-pied pour honorer ces engagements. Mais les aléas des transports maritimes peuvent tout anéantir. Le fret aérien ne peut être envisagé à cause de ses coûts de revient astronomiques. Ce qui réduirait la

compétitivité du made in Madagascar sur le marché international », se plaint la présidente du GEFP.

Selon des chiffres récents, Madagascar compte 275 entreprises franches (EF) opérationnelles. 231 de ces entreprises sont implantées dans la région Analamanga. La seule région, en dehors d'Analamanga, à en disposer d'une dizaine est Vakinankaratra. Diana en abrite neuf, Atsinanana en enregistre huit, tandis que six entreprises franches sont implantées dans la région Boeny. Le nombre d'entreprises franches dans les autres régions varie de zéro à trois, d'après les chiffres arrêtés par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) en juin. Ces chiffres ont pu évoluer depuis.

Sur ces 275 entreprises franches opérationnelles, 76% d'entre elles, soit 208, sont des entreprises industrielles de transformation (EIT). 18% sont des entreprises de services (ES), 4% des entreprises de production intensive de base (EPIB) et 2% des entreprises de promotion et

d'exploitation (EPE), détaille l'agence nationale de promotion des investissements.

Actuellement, les membres du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) créent environ 100 300 emplois, dont 70 300 dans la branche textile. 18 357 emplois générés par ce groupement sont dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Ils ont également créé 3 880 emplois dans l'agribusiness et 7 755 emplois dans d'autres secteurs.

Des défis majeurs liés à la compétitivité de ces entreprises sont cependant soulevés par l'EDBM. Cette agence souligne, entre autres, « le renforcement de la stabilité et de la prévisibilité de l'environnement des affaires. Il y a également le développement des infrastructures ainsi que la main-d'œuvre et les talents adaptés aux compétences techniques requises. De même pour la maîtrise des coûts des facteurs ou encore le soutien à l'innovation ». Matière à réflexion.

Energie minière - Ressources locales au service des batteries

IRINA TSIMIJALY | 14 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Comme le souligne le rapport "EV Battery Supply Chain Sustainability" de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), la demande mondiale de batteries est principalement stimulée par la croissance des véhicules électriques, qui représentent désormais plus de 90% des ventes. Dans ce contexte, Madagascar, avec ses riches réserves minérales, joue un grand rôle dans la transition énergétique mondiale. Le pays est un fournisseur majeur de graphite, de cobalt et de nickel, des éléments essentiels à la production de batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques et le stockage d'énergie renouvelable. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'extraction de quatre minerais clés – cuivre, nickel, cobalt et lithium – pourrait générer jusqu'à 16 000 milliards de dollars d'ici 2048.

Chaque année, Madagascar extrait environ 80 000 tonnes de graphite et entre 3 000 et 5 000 tonnes de cobalt, contribuant de manière significative à l'approvisionnement mondial pour les industries des batteries. Le projet Ambatovy, une mine de nickel, joue également un rôle clé dans cette dynamique. Toutefois, des problèmes techniques ont récemment affecté la production de nickel, réduisant de moitié les volumes extraits entre avril et septembre 2024.

Pour maximiser l'exploitation de ses ressources, Madagascar a entrepris une réforme de son secteur minier en adoptant un nouveau code minier. Ce code a pour objectif de clarifier les procédures d'attribution des permis

et de renforcer les exigences environnementales et sociales imposées aux entreprises.



Parallèlement, le recyclage des batteries lithium-ion devient capital pour réduire la dépendance aux ressources primaires. Selon l'AIE, d'ici 2050, le recyclage pourrait réduire de manière significative la demande en lithium, cobalt et nickel, tout en répondant à la forte augmentation de la demande, estimée à multiplier par 4,5 d'ici 2030 et par 7 d'ici 2035. Ce secteur représente une opportunité de développement pour Madagascar. Cependant, pour optimiser les retombées économiques et environnementales, Madagascar devra renforcer ses infrastructures et sa gouvernance, afin de valoriser pleinement ses ressources.

Région Fitovinany : Déploiement du projet LEAD pour étendre l'accès à l'énergie

ANTSIA R. | 14 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le 11 janvier 2025, un atelier pour la mise en place du comité ad hoc (CAE), chargé de piloter le projet LEAD (Least-Cost Electricity Access Development) dans les districts de Manakara et Vohipeno, s'est tenu à Manakara, le 11 janvier dernier. Ce projet vise à élargir l'accès à l'électricité via la JIRAMA, répondant ainsi aux besoins des populations locales. Le chef de la Préfecture de Manakara a assuré que l'arrêté préfectoral nécessaire

serait signé dès le 13 janvier, permettant d'accélérer le déploiement des travaux. Le Gouverneur de la région Fitovinany a, quant à lui, sollicité l'installation de 160 lampadaires solaires dans 32 communes pour éclairer les routes principales et les ruelles. Cet atelier a vu la participation des autorités locales et des représentants des collectivités, soulignant l'importance de ce projet pour améliorer les conditions de vie dans la région.

Développement numérique - Les nouvelles technologies redéfinissent le marché du travail

IRINA TSIMIJALY | 15 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Face à l'accélération des évolutions technologiques mondiales, Madagascar doit surmonter son retard numérique pour saisir les opportunités offertes par cette transformation.

13 janvier 2025 pour intensifier la coopération dans les TIC et l'économie numérique. Des discussions avec des partenaires stratégiques comme les États-Unis, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et la France sont également en cours.



Révolution déstabilisante. D'ici 2030, cent soixante-dix millions de nouveaux emplois devraient voir le jour, tandis que quatre-vingt-douze millions seront supprimés, ce qui représente une augmentation de soixante-dix-huit millions d'emplois (+7%), selon le Future of Jobs Report 2025 du Forum économique mondial (WEF). Cette transformation est portée par trois grandes dynamiques technologiques : l'élargissement de l'accès numérique, les avancées en intelligence artificielle (IA) et en traitement de l'information, ainsi que le développement des systèmes robotiques et autonomes.

Malgré ces mutations mondiales, Madagascar reste en retrait. Le pays, classé 168e en matière d'e-gouvernement avec un score de 0,3235, peine à s'intégrer pleinement au réseau numérique mondial. Ses infrastructures en TIC demeurent bien en deçà de celles de ses voisins africains. Pour rattraper ce retard, le ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, Stéphanie Delmotte, a déclaré : « Madagascar mise sur le renforcement de la coopération internationale et l'amélioration de la gouvernance électronique, tout en encourageant l'innovation technologique. » Le gouvernement vise à ce que le secteur numérique représente 6% du PIB en 2028, contre 1,5% en 2019. Dans ce cadre, un mémorandum d'entente a été signé avec la Tunisie le

Réveil

Pour tirer parti de cette révolution tout en limitant ses effets destructeurs, le pays doit investir dans la formation et l'innovation. Il doit investir massivement dans la formation de sa main-d'œuvre et le développement de l'innovation. Si l'appui de partenaires internationaux peut accélérer cette transition, il est important de traduire ces collaborations en initiatives concrètes. Encourager l'entrepreneuriat et stimuler les industries numériques émergentes seront une des étapes pour moderniser l'économie et créer de nouveaux emplois.

Cependant, cette transformation s'accompagne de défis de taille. Pour relever les défis des nouveaux métiers, près de 60% de la main-d'œuvre mondiale devra être formée ou réorientée d'ici 2030, selon le rapport. Et comme l'a souligné Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement (BAD), « les emplois de demain nécessitent les compétences de demain ». Les avancées en IA et en traitement de l'information devraient générer onze millions de nouveaux emplois, mais en supprimer neuf millions. Quant aux systèmes robotiques et autonomes, bien qu'ils améliorent la productivité, ils pourraient causer une suppression nette de cinq millions d'emplois, notamment dans les secteurs de l'industrie et de la logistique.

Accès à l'électricité : Plus de 250 sites d'énergies renouvelables pour transformer les zones rurales

ANTSAR. | 15 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Les mini-grids se multiplient dans les différentes régions de Madagascar. Plus de 250 sites d'énergies renouvelables sont déjà en place, avec des projets ambitieux en cours pour augmenter la production, selon l'ADER.

L'électrification progresse à grands pas dans les zones rurales. Grâce aux efforts de l'Agence de développement de l'électrification rurale (ADER), 250 mini-grid, qui sont des systèmes autonomes de production et de distribution d'électricité, sont déjà en place, générant une puissance totale de 16 MW. Ces infrastructures, basées sur les énergies renouvelables, représentent une avancée significative pour l'accès à l'électricité dans les zones reculées. Malgré cette avancée, Joëlinet Vanomaro, Secrétaire exécutif par intérim de l'ADER, souligne que des systèmes de secours en énergie thermique ont été intégrés. Ces backups sont conçus pour pallier les baisses de production saisonnières ou les éventuelles pannes techniques des sites d'énergies renouvelables. Cette stratégie vise à assurer une continuité énergétique dans les 22 régions où l'ADER opère.

Soutiens extérieurs

Les initiatives actuelles bénéficient du soutien financier de plusieurs partenaires techniques et financiers, avec un total de 122,1 millions d'euros alloués à différents projets. Une partie de ces fonds sert à la construction de nouveaux sites de production, dont deux projets majeurs totalisant 37 MW (16,6 MW et 20,7 MW). Certains de ces sites seront opérationnels dès décembre 2025. Un autre projet, visant une capacité totale de 45 MW (30,34 MW et 14,41 MW), est en phase de lancement. Les appels à projets seront publiés cette année, et un partenaire technique et financier a déjà été identifié. À noter que l'approche de l'ADER repose sur une méthodologie

rigoureuse. « Nous réalisons d'abord des études socio-économiques sur le terrain pour établir un Plan directeur régional indicatif, afin que les stratégies adoptées soient en adéquation avec les besoins réels des populations bénéficiaires », explique Joëlinet Vanomaro. Ce plan est ensuite utilisé pour orienter les appels à projets dans les zones prioritaires. Bref, l'électrification rurale à Madagascar vise à améliorer les conditions de vie des habitants, à stimuler le développement économique local et à renforcer l'accès aux services essentiels tels que l'éducation et la santé.



Selon son secrétaire exécutif p.i, la vision de l'ADER, soutenue par des investissements conséquents et une stratégie bien définie, promet de transformer le paysage énergétique des zones rurales. Ces efforts démontrent qu'un accès équitable à l'énergie est à portée de main pour les foyers malgaches, même dans les zones rurales.

Production sucrière : un marché stable mais dépendant des importations

ARH. | 15 JANVIER | LES NOUVELLES

La production de sucre à Madagascar affiche une stabilité relative depuis cinq ans, avoisinant les 90.000 tonnes annuelles. Cependant, la campagne 2020-2021 a marqué un creux avec une production réduite à 80.940,85 tonnes une situation qui a montré les limites du secteur sucrier local face aux fluctuations économiques et climatiques. Les besoins du pays tournent aux alentours de 220.000 tonnes par an, selon le Centre malgache de la canne à sucre (CMCS).

Pour pallier l'insuffisance de la production nationale, les importations de sucre s'imposent davantage. Une baisse de ces importations a été observée en 2022-2023, avec 74.222,39 t, soit une chute de 62,38% par rapport à la campagne précédente. Toutefois, cette tendance s'est inversée en 2023-2024, où les importations ont rebondi à 140.120,53 tonnes. Cette volatilité met en évidence la

dépendance du pays à l'égard du marché international pour répondre à la demande locale.

Le sucre reste un produit de première nécessité à Madagascar, avec une consommation intérieure représentant la majeure partie de l'utilisation. Selon le CMCS, chaque Malgache consomme en moyenne 7,73 kg de sucre par an. En 2021-2022, la consommation nationale a atteint un record de 283.004,48 t montrant une demande intérieure croissante.

Les exportations de sucre malgache, autrefois dynamiques, se sont effondrées après la campagne 2019-2020, où elles culminaient à 20.501,81 t. Cette chute s'explique par plusieurs facteurs, notamment la hausse des coûts de transport, la baisse des prix sur le marché mondial, la suppression de certains avantages commerciaux et une

demande intérieure en constante progression, limitant les volumes exportables.

Pour dire que le secteur sucrier à Madagascar illustre une double réalité : une production nationale stable mais insuffisante et une forte dépendance aux importations pour

comblent les besoins du marché local. Alors que la consommation continue de croître, les défis structurels liés à la production et à l'exportation appellent à des réformes pour renforcer la filière.

Tourisme - Une prestigieuse croisière accostera sur la côte Ouest

IRINA TSIMIJALY | 15 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Annonce positive. Madagascar figure parmi les escales d'une croisière prestigieuse organisée par la Harvard Alumni Association (HAA), prévue du 7 au 23 novembre 2025. À bord du navire Island Sky, les voyageurs découvriront plusieurs îles de l'océan Indien, dont les Seychelles (Mahé, Alphonse et Aldabra), avant d'explorer la côte ouest de Madagascar. Les escales malgaches incluront des sites emblématiques tels que Nosy Hara, Nosy Tanikely, Mahajanga, Morondava et Toliara, offrant une immersion unique dans la richesse naturelle et culturelle du pays.

Cette croisière représente une opportunité significative pour Madagascar. D'une part, elle renforcera la visibilité internationale de la destination, attirant l'attention sur ses paysages époustouffants et sa biodiversité unique. D'autre part, l'arrivée de ces voyageurs générera une demande accrue pour les services touristiques locaux, tels que l'hébergement, la restauration et les transports,

tout en créant de nouvelles opportunités d'emploi pour les communautés locales.

De plus, cette initiative pourrait inspirer d'autres croisières et inciter davantage de visiteurs à découvrir le pays, contribuant ainsi au développement du secteur touristique.

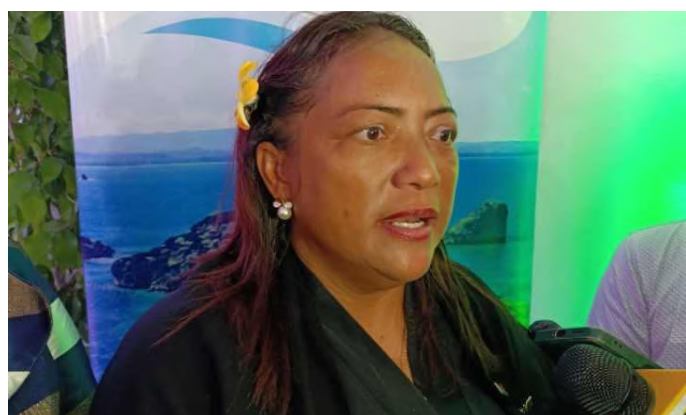
La croisière s'inscrit dans une stratégie nationale visant à promouvoir un tourisme responsable et durable. La Grande île a récemment reçu des distinctions dans plusieurs classements internationaux, notamment celui de la plateforme Evaneos, qui l'a classé parmi les douze meilleures destinations à visiter en 2025.

Avec ses paysages variés et sa biodiversité exceptionnelle, Madagascar s'impose comme une destination privilégiée pour les voyageurs en quête d'aventures et de découvertes hors des sentiers battus. Les initiatives comme cette croisière, qui allient développement économique et préservation environnementale, contribuent à renforcer l'attractivité du pays tout en soutenant ses efforts pour un tourisme durable.

Destination Madagascar - Hausse des vols hebdomadaires d'Emirates

IRINA TSIMIJALY | 16 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Emirates prévoit d'augmenter ses fréquences de vols entre Dubaï et Antananarivo, passant de 4 à 6 vols hebdomadaires à partir du mois d'avril 2025, dans le but de favoriser la croissance du tourisme et les échanges commerciaux entre les deux régions.



Cette expansion, inattendue mais stratégique, intervient après l'introduction du premier vol entre Dubaï et Madagascar le 3 septembre 2024. Ce nouveau lien aérien a rapidement fait d'Antananarivo un carrefour entre l'océan Indien et le Moyen-Orient. Selon le ministère des

Transports et de la Météorologie, environ quatre mille passagers ont emprunté cette liaison chaque mois durant les premiers mois d'exploitation, répartis entre la première classe (huit sièges), la classe affaires (quarante-six sièges) et la classe économique (trois cent dix sièges). Le Boeing 777 qui assure cette liaison offre également une capacité de fret de 20 tonnes par vol, un atout supplémentaire pour les échanges commerciaux.

En décembre 2024, l'ajout temporaire d'un cinquième vol hebdomadaire a permis de transporter environ mille cinq cents passagers chaque semaine, soit près de six mille voyageurs mensuels. Ces chiffres témoignent de l'intérêt croissant pour Madagascar, tant du côté des touristes que des investisseurs. « Pour la suite, nous devons maintenant concentrer nos efforts pour encourager ces visiteurs à prolonger leur séjour, tout en développant les infrastructures et les services dans tout le pays », a déclaré Valéry Ramonjavelo, ministre des Transports et de la Météorologie.

Pour Essa Sulaiman Ahmad, représentant d'Emirates pour l'Asie occidentale et l'océan Indien, cette expansion offre de nouvelles opportunités : « Chaque vol supplémentaire est une passerelle qui relie les ambitions des voyageurs et les besoins des entreprises ».

Une nouvelle ère

L'ajout de ces nouvelles fréquences améliore l'accès de Madagascar aux marchés internationaux. Emirates, qui dessert plus de cent quarante pays, facilite ainsi la découverte de l'île par des voyageurs du monde entier.

« Chaque liaison aérienne contribue à mettre en valeur Madagascar, à travers ses paysages, sa culture et son patrimoine naturel », a souligné Viviane Dewa, ministre du Tourisme et de l'Artisanat.

Dans le cadre de cette expansion, Emirates a mis en place plusieurs actions concrètes pour renforcer l'attractivité de la Grande île. Des agences de voyage internationales ont ainsi été invitées à explorer les richesses du pays,

notamment ses sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco. De plus, avec des billets à partir de 600 dollars (environ 2 815 200 ariary), la destination attire une clientèle variée, principalement en provenance du Moyen-Orient, mais aussi d'autres régions connectées via Dubaï. Il est à noter qu'actuellement, plus de deux cent trente nationalités transitent par l'île.

L'augmentation des vols ne se limite pas à un simple renforcement des connexions aériennes, elle représente une véritable opportunité pour Madagascar de mettre en avant ses atouts, tant dans le domaine du tourisme que des échanges commerciaux et du développement des infrastructures locales.

Carburant : Vers la hausse des prix à la pompe à la fin janvier

ANTSIA R. | 16 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Une communication verbale, relative au mode de fixation des prix de référence calculés a été faite hier, en conseil des ministres. Une révision imminente des prix des carburants se profile, marquant un tournant pour les consommateurs malgaches.

Une hausse incontournable s'annonce pour les prix à la pompe de carburant, qui s'écartent de plus en plus des prix véritables. A noter que la dernière révision remonte à juillet 2022, avec une énorme hausse de 1 500 ariary par litre de gasoil et 1 800 ariary par litre d'essence. D'après les techniciens du secteur, la structure actuelle des prix dépend de multiples paramètres, les plus influents étant le prix du baril de pétrole, le taux de change entre l'ariary et le dollar, ainsi que les coûts logistiques. Si le prix du baril a baissé, passant de 100 USD en juillet 2022 à 76,85 USD aujourd'hui, l'ariary, en revanche, a perdu environ 15% de sa valeur, passant de 4 060 Ar à 4 678 Ar pour un dollar. Cette dépréciation alourdit les coûts d'importation et accentue la pression sur les finances publiques.

Dilemme

Par ailleurs, le Fonds monétaire international (FMI) – dans ses recommandations après la réunion de son conseil d'administration à la mi-juillet 2024 – a plaidé pour un ajustement des prix à la pompe. Il s'agit d'une des conditionnalités de cette institution, pour la bonne mise en œuvre du programme économique financé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Selon ses représentants, maintenir des prix artificiellement bas engendre des subventions coûteuses pour l'État, réduisant sa capacité à investir dans des secteurs prioritaires. En octobre 2024, le FMI a encore insisté sur la mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe. Cependant,

une augmentation des prix à la pompe pourrait avoir des conséquences lourdes.



Une telle mesure ne pourrait que stimuler l'inflation, affectant les coûts de transport, les produits de première nécessité et, inévitablement, le pouvoir d'achat des ménages. L'économie, dans son ensemble, pourrait en pâtir. Malgré ces défis, la révision des prix apparaît comme un mal nécessaire, visant à rétablir l'équilibre budgétaire et à encourager une consommation plus rationnelle des carburants. Les regards restent tournés vers les autorités, qui devront gérer ce dossier avec prudence pour limiter son impact sur la population déjà éprouvée.

Contrôle Aérien - Lancement de l'audit pour l'aviation civile

IRINA TSIMIJALY | 16 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a débuté son audit de sûreté universel (USAP) à Madagascar cette semaine, lors d'une cérémonie qui s'est tenue mardi à l'Aviation civile de Madagascar (ACM) à Tsimbazaza, en présence du colonel Gervais Damasy, directeur général de l'ACM. Initialement prévu en 2023, cet audit a été reporté à 2025 avant de finalement débiter cette semaine. L'audit se poursuivra jusqu'au 23 janvier et a pour but de vérifier la conformité de Madagascar aux normes internationales de sûreté aérienne, ainsi que l'application des programmes nationaux de sûreté.

« L'objectif de cet audit est de confirmer que Madagascar respecte pleinement les normes internationales en matière de sûreté », ont souligné les responsables de l'ACM.

L'audit vise à renforcer l'efficacité des systèmes de sécurité du pays et à s'assurer qu'ils sont alignés avec les recommandations de l'OACI. Il sera mené par une équipe d'experts internationaux, qui évalueront les pratiques

et infrastructures de sûreté dans le pays. À l'issue de l'évaluation, une note de sûreté sera attribuée au pays, une donnée déterminante pour son avenir dans l'aviation civile internationale.

Un audit préliminaire réalisé fin 2023 a déjà mis en lumière des progrès significatifs, notamment en ce qui concerne les infrastructures aéroportuaires et les réformes législatives. Ces avancées ont permis d'améliorer la conformité avec le Programme national de facilitation du transport aérien (PNFTA) et le Programme de sûreté aéroportuaire (PSA). Toutefois, plusieurs aspects nécessitent encore des améliorations.

Actuellement, la Grande île affiche un taux de conformité de 43 sur 100, bien en deçà de la moyenne mondiale de 62. L'objectif, selon l'OACI, est d'atteindre un taux de 75% de conformité, un objectif ambitieux mais crucial pour renforcer la place du pays dans l'aviation civile internationale.

Import - Export - Une recette quotidienne de douze milliards ariary à la douane

16 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La modernisation de l'administration douanière porte ses fruits. Outre la bonne performance en matière de recette, la réduction du temps de dédouanement est également significative.



Tous les indicateurs sont désormais au vert au sein de la direction générale de la douane au bout de cinq années de modernisation. À commencer par la recette qui atteint un montant record de douze milliards ariary par jour, selon les explications de Lainkana Zafivanona, directeur général des douanes, lors d'une rencontre de presse hier à Antananarivona. Cela a permis à ce service d'atteindre 101% des objectifs qui lui ont été assignés par la loi des finances, représentant 3793 ariary pour l'année 2024.

« Et cet objectif est encore en hausse pour l'année 2025. Nous projetons de réaliser deux milliards ariary supplémentaires chaque jour et d'atteindre une recette quotidienne de quatorze milliards ariary », explique Lainkana Zafivanona.

Cette réalisation est l'aboutissement de cinq années de réformes au sein de l'administration douanière, axée sur la facilitation et la fluidification de la procédure tout en garantissant la sécurisation.

Smart scanning

Outre la recette, l'amélioration la plus palpable est surtout à l'avantage des usagers avec la réduction du temps de dédouanement. 78% des opérations de dédouanement de marchandises sont réalisées aujourd'hui en moins de trois heures.

« Le projet smart scanning apporte une avancée significative, réduisant les inspections intrusives et les délais de dédouanement, ayant permis d'atteindre cette performance. Il améliore l'efficacité des contrôles douaniers et la sécurisation de la recette, renforçant ainsi la lutte contre la fraude et la contrebande et la protection des consommateurs », explique-t-on au niveau de la DGD.

Le projet de modernisation de l'administration douanière comporte trente et un projets au total avec un taux de réalisation de 80%. Ils sont soutenus, soit par les bailleurs de fonds, soit par les partenaires techniques financiers ou soit par le fonds propre de l'État malgache. Chaque projet atteint aujourd'hui 75% de taux de réalisation.

Transport aérien - Madagascar Airlines accueillera un cinquième avion

IRINA TSIMIJALY | 17 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La compagnie nationale Madagascar Airlines étoffera sa flotte avec un cinquième avion d'ici fin mars 2025. L'annonce a été faite par Valery Ramonjavelo, ministre des Transports et de la Météorologie, lors d'une conférence de presse organisée le 15 janvier avec la compagnie aérienne Emirates. Ce nouvel appareil vise à renforcer la connectivité aérienne du pays et à répondre à la demande croissante, en particulier pendant la haute saison touristique et la saison hivernale 2025.

Actuellement, la flotte de Madagascar Airlines compte six avions opérationnels, dont quatre en pleine propriété et deux affrétés temporairement pour pallier les besoins urgents. Selon le ministre, ces efforts s'inscrivent dans une stratégie plus large, visant à moderniser le secteur aérien national : « Nous mettons tout en œuvre pour renforcer notre flotte et améliorer la connectivité aérienne. Ces actions profitent directement au secteur touristique, tout

en permettant de mieux desservir les différentes régions du pays grâce à une connectivité nationale renforcée ».

L'extension de la flotte s'inscrit dans le cadre du plan stratégique "Phénix 2030", visant à redynamiser Madagascar Airlines et à stimuler le développement économique et touristique du pays.

Parmi les priorités, on retrouve : l'amélioration des liaisons nationales, avec des vols réguliers et une fréquence accrue pour mieux connecter les différentes régions de l'île ; le renforcement des capacités durant la haute saison pour répondre à la demande touristique croissante grâce à des avions supplémentaires ; et l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité, avec l'objectif d'offrir un service aérien fiable et compétitif, tant pour les passagers locaux qu'internationaux. Les autorités comptent sur cette expansion pour faire du transport aérien un levier essentiel de la croissance économique de Madagascar.

Exportation de crabes - La demande surpasse l'offre

IRINA TSIMIJALY | 17 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La consommation de crabes continue de croître, mais la production à Madagascar peine à suivre. Le ministre de la Pêche, Paubert Mahatante, suggère de se tourner vers l'aquaculture, une solution moderne pour faire face à cette situation.

Le secteur halieutique malgache, et plus spécifiquement la production de crabes, se trouve confronté à un défi de taille : satisfaire une demande mondiale en perpétuelle expansion. Lors de la présentation du bilan 2024 et des perspectives pour 2025, le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, a souligné : « La production actuelle de crabes ne parvient plus à suivre cette demande, notamment celle des crabes mous, très recherchés sur les marchés internationaux ». Bien que l'autorisation d'exportation annuelle soit d'environ 4 250 tonnes, les ressources disponibles, principalement issues des mangroves de Madagascar, restent insuffisantes pour y répondre.

En 2022, Madagascar a exporté 2 286 tonnes de crabes, générant près de 2,21 milliards d'ariary. Toutefois, la production ne suffit pas à combler l'énorme demande. Les États-Unis, le Japon, la Chine et les Émirats Arabes Unis, grands consommateurs de crabes, augmentent leur demande chaque année. Cependant, avec ses ressources limitées et des infrastructures vieillissantes, Madagascar peine à suivre ce rythme.

Pour y faire face, le ministre a souligné l'importance de développer l'aquaculture, notamment l'élevage de crabes. Cela permettrait de compléter la production de la pêche sauvage et d'assurer une offre régulière pour les marchés internationaux. Selon lui, « l'élevage de crabes est crucial pour l'avenir ». Une nouvelle méthode permettrait de produire des crabes en moins de trois mois, avec des poids de 100 à 150 g, tout en améliorant les cycles de

production et en réduisant les pertes. La phase de mue, pendant laquelle les crabes sont vulnérables, reste un défi, mais les solutions techniques et infrastructures modernes devraient permettre de le surmonter.

Des fermes d'élevage de crabes seront mises en place pour diversifier la production et alléger la pression sur les écosystèmes marins, en particulier les mangroves. Des partenaires stratégiques comme les Philippines et le Vietnam, experts en aquaculture, accompagneront la Grande île dans la modernisation de ses pratiques et l'augmentation de la production.



Potentiel de production

Le ministre estime que le pays pourrait produire entre 6 000 et 8 000 tonnes de crabes par an. L'objectif est d'atteindre 30 000 tonnes dans les années à venir. Cependant, la production actuelle reste bien inférieure

à ce potentiel en raison d'une gestion inefficace des ressources et d'infrastructures encore insuffisantes. « Le véritable défi est de produire davantage tout en préservant l'environnement », a précisé le ministre. Des initiatives sont en cours pour renforcer les capacités locales. Des fermes aquatiques spécialisées dans l'élevage de crabe seront installées, avec des équipements modernes pour augmenter la production. Ce système offrira la possibilité de produire de manière plus régulière et de mieux contrôler les cycles de croissance, tout en contribuant à la préservation des écosystèmes naturels. Le marché mondial des fruits de mer, y compris le crabe, connaît une forte expansion. En 2023, il était estimé à

127,79 milliards USD et devrait atteindre 178,37 milliards USD d'ici 2031, avec un taux de croissance annuel de 4,3%. Cette forte demande place une pression accrue sur les producteurs. Madagascar doit rapidement augmenter sa production pour saisir cette opportunité. Cependant, sans réformes profondes et un soutien stratégique, le pays risque d'être dépassé par des concurrents mieux préparés. Le ministre Paubert Mahatante a conclu en affirmant que ces initiatives permettront à la Grande île de se faire une place de choix sur le marché mondial du crabe. Il a également souligné l'importance de préserver les ressources naturelles pour assurer un avenir durable.

Suivi des flux financiers : lancement de la plateforme numérique de gestion de patrimoine

ARH. | 17 JANVIER | LES NOUVELLES

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance et de la transparence publique à Madagascar, le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) lance une « plateforme numérique dédiée à la gestion dynamique des déclarations de patrimoine et d'intérêts économiques ».

Cet outil a été développé pour renforcer le suivi des flux financiers illicites, contribuant ainsi à la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite.

« Depuis 2004, nous avons recensé 12.290 assujettis et reçu 77.274 déclarations de patrimoine. Nous avons également transmis 21 procédures d'enquête patrimoniale », a déclaré le directeur général du Bianco, Gaby Nestor Razakamanantsoa, lors de la cérémonie de lancement officiel de cette initiative, hier au siège du Bianco à Ambohibao. Pourtant, le traitement de tous ces dossiers se faisait et se fait encore manuellement.

Le DG du Bianco a rappelé que « les défauts des déclarations numériques constituent une infraction pénale punie par la loi d'une peine d'emprisonnement allant de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 millions à 200 millions d'ariary. Les enquêtes patrimoniales facilitées par cet outil renforceront l'efficacité des investigations menées par le Bianco ».

Un outil au service de la transparence, gouvernance renforcée

L'opérationnalisation de cette plateforme numérique constitue un des volets du Projet de renforcement de la gouvernance par la digitalisation (Pregodi), financé par un

accord de don signé en mai 2022 entre Madagascar et la Bad.

« L'objectif principal du Pregodi est d'améliorer la résilience institutionnelle en optimisant la gestion des fonds publics et renforçant la confiance dans les institutions », a rappelé le représentant de la Banque africaine de développement (Bad) à Madagascar, Adam Amoumoun.

« Grâce à cet outil numérique, les patrimoines faisant l'objet de spoliations foncières et de détournements de fonds publics, pourront être détectés avec davantage d'efficacité, renforçant ainsi la traçabilité des opérations », a ainsi avancé le directeur général du Bianco.

« Prévue pour être opérationnelle au début du second semestre 2025, cette plateforme permettra une gestion dynamique et sécurisée des déclarations, tout en garantissant l'intégrité des agents publics », a soutenu pour sa part le secrétaire général du MEF, Andry Ramanampanoharana.

En plus de la plateforme du Bianco, le projet cible également la gestion efficace de la dette publique et le renforcement des capacités des institutions comme le Service de renseignements financiers (Samifin). Cette initiative fait partie du pilier III de la Politique générale de l'Etat, axé sur la bonne gouvernance.

Hôtel International d'Ivato : Réception de deux propositions concrètes d'investisseurs

NAVALONA R. | 17 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Un appel à manifestation d'intérêt sur la reprise de l'Hôtel International d'Ivato ou l'ex-hôtel cinq étoiles, a été lancé par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat du 18 mai au 30 septembre 2024.

L'on a obtenu 11 manifestations d'intérêt dont 2 propositions émanant des investisseurs intéressés à l'exploitation de cette infrastructure hôtelière sont concrètes. La ministre de tutelle, Viviane Dewa, l'a évoqué lors de la présentation de ses réalisations et ses perspectives au Vatel à Ivato hier. En outre, d'autres investisseurs ont effectué une visite sur le lieu pour constater de visu l'état de l'infrastructure. Il est à rappeler que l'hôtel international d'Ivato reste inexploité depuis plus de 15 ans alors que ce complexe hôtelier coûte la bagatelle de près de 15 millions USD. L'Etat est actuellement à la recherche de repreneurs pour son exploitation. « Il a été également adopté en Conseil des ministres que cette infrastructure sera aménagée pour servir de bureau et installer un parc d'attraction. En effet, Madagascar va accueillir le Sommet de la SADC cette année avec la venue des chefs d'Etat et des ministres des 14 pays membres, sans oublier le Sommet de la COI qui aura lieu à Nosy-Be avec la visite du président français, Emmanuel Macron », a-t-elle

enchaîné. Guichet unique. Parlant de la mise en place du village artisanal, un projet présidentiel à Ivato, cette infrastructure comportant 240 galeries avec des salles d'exposition des produits artisanaux sera installée sur un terrain de plus de 2 ha sis à Tsarasaotra. Dans la foulée, « nous allons créer un guichet unique qui facilitera toutes les procédures d'exportation de ces articles de souvenirs de Madagascar. Toutes les informations concernant les produits et leur quantité exportables y seront également affichées », a précisé la ministre de tutelle Viviane Dewa. Par ailleurs, « des artisans malgaches seront envoyés en Inde et dans d'autres pays comme Dubaï et en Afrique en vue de rechercher des débouchés à leurs produits », a-t-elle conclu.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe


 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

